

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 2863

[C — 2007/23047]

7 JUIN 2007. — Arrêté royal accordant l'intervention financière de l'Etat pour l'année 2007 dans le fonctionnement du Fonds d'aide médicale urgente

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, notamment l'article 7, §§ 1 et 3;

Vu la loi du 28 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 1965, fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente et déterminant les risques dont la couverture est pratiquée par les sociétés d'assurance constituant l'association sans but lucratif "Fonds d'aide médicale urgente";

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1965, relatif au Fonds d'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 1965 déterminant les modalités de l'intervention du Fonds d'aide médicale urgente, en exécution de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1965 portant organisation de l'intervention financière de l'Etat dans le fonctionnement du Fonds d'aide médicale urgente;

Vu la demande du Fonds d'aide médicale urgente en date du 26 avril 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 mai 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une somme de € 380.000 à imputer à charge du crédit inscrit à l'article 59/02.41.21.22 du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, pour l'année budgétaire 2007, sera versée au crédit du Fonds d'aide médicale urgente, C.C.P. 679-0208838-94 à Bruxelles.

Art. 2. Ce montant doit être justifié par la présentation d'un décompte annuel.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 2863

[C — 2007/23047]

7 JUNI 2007. — Koninklijk besluit houdende toekenning van de financiële Staatstussenkomst voor het jaar 2007 voor de werking van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, inzonderheid artikel 7, §§ 1 en 3;

Gelet op de wet van 28 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1965 tot vaststelling van de datum van het inwerkingtreden van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening en tot bepaling van de risico's die gedekt zijn door de verzekeringsmaatschappijen die de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening" vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1965 betreffende het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 1965 houdende vaststelling van de regels voor de tussenkomst van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, ter voldoening aan de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1965 houdende organisatie van de financiële Staatstussenkomst voor de werking van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op de aanvraag van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, gegeven op 26 april 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag van € 380.000 aan te rekenen ten laste van het krediet ingeschreven op artikel 59/02.41.21.22 van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, voor het begrotingsjaar 2007, zal op het krediet van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, P.C.R. 679-0208838-94 te Brussel, gestort worden.

Art. 2. Dit bedrag dient verantwoord door het voorleggen van een jaarlijkse afrekening.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2007 — 2864

[C — 2007/21075]

8 JUIN 2007. — Arrêté royal contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueil avec des chercheurs de pays hors Union européenne, et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 61/10 à 61/12, insérés par la loi du 21 avril 2007;

PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2007 — 2864

[C — 2007/21075]

8 JUNI 2007. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoekinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering, van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 61/10 tot 61/12, ingevogd bij de wet van 21 april 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 22 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 42.820/4 donné le 7 mai 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois cordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente arrêté transpose partiellement la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique.

TITRE II. — Agrément des organismes de recherche

Art. 2. Tout organisme de recherche qui, en vue de l'exécution d'un projet de recherche, souhaite conclure une convention d'accueil, telle que visée à l'article 61/10 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers avec un chercheur qui n'est pas ressortissant d'un état membre de l'Union européenne, doit introduire préalablement une demande d'agrément auprès du Service public de programmation Politique scientifique, selon le modèle joint à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Toute demande doit être accompagnée des pièces probantes nécessaires qui établissent que l'organisme effectue de la recherche scientifique.

Cette preuve doit être fournie notamment par :

- l'objet social de l'organisme;
- sa mention à l'inventaire permanent du potentiel scientifique belge, qui est géré par le Service public de programmation Politique scientifique;
- le rapport d'activités annuel de l'année précédente;
- des indicateurs d'activités scientifiques tels que des brevets, des licences, des budgets de recherche visibles, la présence de personnel scientifique;
- l'agrément comme institution scientifique dans le cadre des mesures fiscales d'encouragement à la recherche scientifique.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, tous les organismes publics dont la recherche scientifique constitue une mission légale ou réglementaire ne doivent pas fournir de preuve supplémentaire des activités scientifiques qu'elles ont effectuées.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être agréé, l'organisme de recherche s'engage à rembourser les dépenses effectuées par l'Etat en ce qui concerne le séjour, les soins de santé et le renvoi d'un chercheur d'accueil, s'il se trouve illégalement sur le territoire.

La responsabilité financière de l'organisme de recherche prend fin dans les six mois, soit après l'achèvement de la convention d'accueil, soit après la communication du refus d'admission sur le territoire.

§ 2. Si les frais de séjour, des soins de santé et de rapatriement ont été supportés par l'Etat, le remboursement sera exigé par le Ministre de l'Intérieur ou son mandataire par lettre recommandée à la poste.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, le montant des frais de séjour et de soins de santé résultant de la détention de l'étranger conformément aux dispositions des articles 7, 27 et 29 de la loi, à l'exception des frais supplémentaires exposés individuellement, est fixé forfaitairement à 30 euros par journée complète et par personne. Le jour d'entrée est également comptabilisé, mais pas le jour de sortie.

Lorsqu'un étranger qui fait l'objet d'une décision de refus de séjour exécutoire ou d'une décision conformatrice de refus de séjour exécutoire, est maintenu conformément à l'article 74/6 de la loi, le montant des frais de séjour et de soins de santé qui en résultent est également fixé conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas le jour que la décision devient exécutoire est considéré comme le jour d'entrée.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2007;

Gelet op het advies 42.820/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Wetenschapsbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit zet Richtlijn 2005/71/EG van de Raad van 12 oktober 2005 betreffende een specifieke procedure voor toelating van onderdanen van derde landen met het oog op wetenschappelijk onderzoek gedeeltelijk om.

TITEL II. — Erkenning van de onderzoeksinstellingen

Art. 2. Elke onderzoeksinstelling, die met het oog op de uitvoering van een onderzoeksproject, een gastovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 61/10 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wenst af te sluiten met een onderzoeker die geen onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie, moet voorafgaandelijk een aanvraag tot erkenning indienen bij de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid, volgens het model gevoegd in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 3. § 1. Elke aanvraag dient vergezeld te zijn van de nodige bewijsstukken die aantonen dat de instelling wetenschappelijk onderzoek verricht.

Dit bewijs wordt ondermeer geleverd door :

- het maatschappelijk doel van de instelling;
- opname in de permanente inventaris van het Belgisch wetenschappelijk potentieel, die wordt beheerd door de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid
- het jaarlijkse activiteitenverslag van het voorafgaande jaar;
- indicatoren van wetenschappelijke activiteiten, zoals octrooien, licenties, aantoonbare onderzoeksbudgetten, aanwezigheid van wetenschappelijk personeel;
- erkenning als wetenschappelijke instelling in het kader van fiscale maatregelen ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek.

§ 2. In afwijking van § 1 dienen openbare instellingen waarvan wetenschappelijk onderzoek een wettelijke of reglementaire opdracht vormt geen bijkomend bewijs van de door hen verrichte wetenschappelijke activiteiten te leveren.

Art. 4. § 1. Om erkend te worden, verbindt de instelling zich ertoe om de door de Staat gemaakte kosten met betrekking tot het verblijf, de gezondheidszorgen, en het terugzenden van een gastonderzoeker terug te betalen, ingeval deze zich onwettelijk op het grondgebied bevindt.

De financiële verantwoordelijkheid van de onderzoeksinstelling neemt een einde zes maanden na hetzij het beëindigen van de gastovereenkomst, hetzij de mededeling van de weigering van toelating tot het grondgebied.

§ 2. Wanneer de kosten van verblijf, gezondheidszorgen en repatriëring door de Staat werden gedragen, wordt de terugbetaling ervan ingevorderd door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 wordt het bedrag van de kosten van verblijf en gezondheidszorgen dat voortvloeit uit de opsluiting van de vreemdeling overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 7, 27 en 29 van de wet, met uitzondering van de individueel gemaakte extra kosten, forfaitair vastgesteld op 30 euro per volledige dag en per persoon. De dag van binnenkomst wordt eveneens aangerekend, de dag van vertrek niet.

Wanneer een vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een uitvoerbare beslissing tot weigering van verblijf of van een uitvoerbare bevestigende beslissing tot weigering van verblijf, overeenkomstig artikel 74/6 van de wet vastgehouden wordt, wordt het bedrag de kosten van verblijf en gezondheidszorgen dat hieruit voortvloeit eveneens vastgesteld overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid. De dag dat de beslissing uitvoerbaar wordt, wordt in dit geval beschouwd als de dag van binnenkomst.

Le montant fixé forfaitairement l'alinéa 1^{er} est rattaché à l'indice des prix à la consommation du Royaume, 109,25 (base 1988 = 100). Il est adapté au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du mois de décembre précédent. Le résultat est arrondi à la décimale supérieure.

§ 4. Pour l'application du § 1^{er}, les frais de rapatriement sont les frais réels qui découlent de l'accompagnement et du transport de l'étranger vers le pays dont il possède la nationalité ou qui lui a délivré un titre de séjour pour plus de trois mois.

§ 5. Lorsque les frais de séjour et de soins de santé ont été supportés par le centre public d'action sociale compétent, le remboursement en est poursuivi par ce centre par lettre recommandée à la poste. Ces frais sont les frais réels de séjour et de soins de santé supportés par le centre public d'action sociale.

§ 6. Si le débiteur reste en défaut de payer le montant des frais réclamés, le recouvrement peut être confié à l'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines.

Les sommes récupérées sont versées au Trésor.

Art. 5. L'agrément est accordé par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, et a une durée de validité de cinq ans.

L'agrément peut toutefois être accordé pour une durée plus courte si des motifs fondés existent.

Art. 6. L'agrément visé à l'article précédent peut être accordé moyennant une demande introduite auprès du Service public de programmation Politique scientifique au plus tard deux mois avant l'échéance de celui-ci.

Le cas échéant, l'organisme de recherche communiquera toutes les informations relatives aux changements qui sont intervenus en ce qui concerne son statut ou les activités exercées.

La prorogation est accordée pour la durée fixée à l'article précédent.

Art. 7. Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions peuvent retirer l'agrément accordé ou refuser sa prorogation si l'organisme de recherche:

- ne remplit plus les conditions fixées dans le présent arrêté;
- a obtenu son agrément de manière frauduleuse;
- conclut de manière frauduleuse des conventions d'accueil avec des ressortissants d'états qui ne font pas partie de l'Union européenne.

Si l'agrément est retiré, ou si la prorogation est refusée, suite à des actes frauduleux commis par l'organisme, celui-ci peut se voir interdire toute nouvelle demande d'agrément pour une période de cinq ans maximum à compter de la communication de la décision de retrait ou de refus de prorogation.

Art. 8. Une liste actualisée des organismes de recherche agréés est publiée.

Cette liste est publiée sur le site internet du Service public de programmation Politique scientifique.

TITRE III. – *La convention d'accueil*

Art. 9. Un organisme de recherche ne peut conclure une convention d'accueil avec un chercheur, tel qu'il est défini à l'article 61/10 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers que si sont remplies les conditions suivantes:

- le projet de recherche auquel travaille le chercheur d'accueil a été approuvé par l'organe compétent de l'organisme de recherche après examen de l'objet de la recherche, de la durée et de la disponibilité des ressources financières exigées;
- les qualifications du chercheur ont été vérifiées sur base de ses diplômes et en fonction de la recherche à effectuer, par les organes compétents de l'organisme de recherche;
- le chercheur d'accueil doit pouvoir disposer de moyens d'existence suffisants au cours de son séjour, ainsi que de ressources pour payer son voyage de retour;
- le chercheur d'accueil doit bénéficier des mêmes droits à la sécurité sociale que les ressortissants nationaux qui ont une relation juridique identique avec l'organisme de recherche.

Het in het eerste lid vastgestelde forfaitaire bedrag wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, 109,25 (basis 1988 = 100). Het wordt elk jaar op 1 januari aangepast in verhouding tot de index van de voorafgaande maand december. De uitkomst wordt naar het hogere tiende afgerond.

§ 4. Voor de toepassing van § 1 zijn de kosten van repatriëring, de reële kosten die voortvloeien uit de begeleiding en het vervoer van de vreemdeling naar het land waarvan hij de nationaliteit bezit of dat hem een verblijfstitel voor meer dan drie maanden heeft afgegeven.

§ 5. Wanneer de kosten van verblijf en gezondheidszorgen, door het bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gedragen werden, wordt de terugbetaling ervan door dit centrum ingevorderd bij een ter post aangetekende brief. Deze kosten zijn de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gedragen reële kosten van verblijf en gezondheidszorgen.

§ 6. Indien de schuldenaar verzuimt het bedrag van de teruggevorderde kosten te betalen, kan de invordering ervan aan de administratie van het Kadaster, Registratie en Domeinen overgedragen worden.

De ingevorderde sommen worden aan de schatkist gestort

Art. 5. De erkenning wordt verleend door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister die bevoegd is voor het wetenschapsbeleid en heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

De erkenning kan evenwel, indien hiervoor grondige redenen aanwezig zijn, voor een kortere duurtijd verleend worden.

Art. 6. De in het voorgaande artikel vermelde erkenning kan verlengd worden, mits een aanvraag ingediend bij de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid ten laatste twee maanden voor de beëindiging ervan.

In voorkomend geval deelt de onderzoeksinstelling alle informatie mee over de wijzigingen die zich hebben voorgedaan met betrekking tot haar statuut of de uitgevoerde activiteiten.

De verlenging wordt verleend voor de in voorgaand artikel bepaalde duur.

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister die bevoegd is voor het wetenschapsbeleid kan de verleende erkenning intrekken of een verlenging ervan weigeren ingeval de onderzoeksinstelling:

- niet meer voldoet aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden;
- haar erkenning op frauduleuze wijze heeft verkregen;
- op frauduleuze wijze gastovereenkomsten afsluit met onderdanen van staten die niet tot de Europese Unie behoren.

Ingeval de erkenning wordt ingetrokken of de verlenging ervan geweigerd, tengevolge van frauduleuze handelingen door de instelling, kan het deze verboden worden een nieuwe erkenning aan te vragen voor een periode van maximaal vijf jaar te rekenen vanaf de mededeling van de beslissing tot intrekking of weigering van de verlenging.

Art. 8. Een geactualiseerde lijst van de erkende onderzoeksinstellingen wordt bekend gemaakt.

Deze lijst wordt gepubliceerd op de internetsite van de Programmatorische Overheidsdienst Wetenschapsbeleid.

TITEL III. – *De gastovereenkomst*

Art. 9. Een onderzoeksinstelling kan slechts een gastovereenkomst met een onderzoeker, zoals gedefinieerd in artikel 61/10 van de Wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen afsluiten zo aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- het onderzoeksproject waarin de gastonderzoeker wordt tewerkgesteld werd goedgekeurd door de bevoegde organen van de onderzoeksinstelling, na onderzoek van het voorwerp van het onderzoek, de duurtijd ervan en de beschikbaarheid van de vereiste financiële middelen;
- de kwalificaties van de onderzoeker werden op basis van zijn diploma's en in functie van het te verrichten onderzoek onderzocht door de bevoegde organen van de onderzoeksinstelling;
- de gastonderzoeker dient te kunnen beschikken over voldoende bestaansmiddelen tijdens zijn verblijf, evenals over de middelen om zijn terugreis te bekostigen;
- De gastonderzoeker dient te genieten van dezelfde sociale zekerheidsrechten als nationale onderdanen die zich in eenzelfde rechtsverhouding met de onderzoeksinstelling bevinden.

Activités de Recherche :

- L'Organisme de Recherche a, dans le cadre de l'Inventaire permanent du potentiel scientifique belge tenu par la Politique scientifique fédérale, déjà fait la preuve de ses activités de Recherche et Développement.
- L'Organisme de Recherche n'est PAS répertorié dans l'Inventaire permanent du potentiel scientifique belge tenu par la Politique scientifique fédérale, auquel cas il apporte la preuve de ses activités de Recherche et Développement. Pour ce faire, l'Organisme de Recherche joint à la présente demande tout document pertinent et notamment :
- le dernier rapport annuel;
 - des documents attestant de ses activités de Recherche et Développement (brevets, licences, budgets, personnel de recherche...);
 - autres (préciser) :.....

.....
L'Etat se réserve le droit d'exiger des informations et/ou preuves additionnelles afin de compléter la demande d'agrément.

3. CONSEQUENCES DE L'AGREMENT**3.1 Conventions d'accueil**

Un Organisme de Recherche agréé qui souhaite accueillir un chercheur afin de mener un projet de recherche, signe avec celui-ci une convention d'accueil. Par cette convention, le chercheur s'engage à mener à bien le projet de recherche, l'Organisme de recherche s'engage à accueillir le chercheur à cette fin.

Sur base de cette Convention d'accueil, le chercheur pourra introduire une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans son pays de résidence ou de séjour à l'étranger, pour autant qu'il produise les documents prévus par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, telle que modifiée et que l'intéressé ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o de cette loi.

3.2 Responsabilités de l'Organisme de Recherche

L'Organisme de Recherche, qui signe une convention d'accueil avec un chercheur, s'engage à accueillir le chercheur à cette fin et vérifie que les conditions prévues par l'article 9 de l'Arrêté royal contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues, sont remplies.

D'autre part, au cas où le chercheur demeure illégalement sur le territoire du Royaume, l'Organisme de recherche devra rembourser les frais liés à son séjour ou à son retour et supportés par les fonds publics (Article 4 de l'Arrêté royal contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues.)

Pour rappel, la prise en charge prend cours à la date de la signature de la convention d'accueil et prend fin six mois après la fin de celle-ci, ou dès notification du refus d'accès au territoire.

3.3 Durée

En cas d'acceptation par la politique scientifique fédérale, l'agrément est délivré pour une période de 5 ans (Article 5 de l'Arrêté royal contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues.)

3.4 Publication

La liste des organismes de recherches agréés par la Politique scientifique fédérale est publiée sur le site www.belspo.be et pourra être publiée sur le site de l'Union européenne.

ENGAGEMENT

Le soussigné,....., agissant en qualité de....., au sein de l'Organisme de Recherche susmentionné,

- Certifie sur l'honneur que la présente déclaration et les documents joints sont sincères et véritables.
- Reconnaît avoir pris connaissance des modalités et y adhère

Fait à..... le...../...../.....

Signature :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 juin 2007 contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

Le Ministre de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Annexe 2 à l'arrêté royal du 8 juin 2007 contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne. et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues.

Convention d'accueil

En vue de l'autorisation au séjour de plus de trois mois en Belgique, d'un étranger non ressortissant de l'Union européenne, invité, en tant que chercheur, par un organisme de recherche agréé (réf.xxx), pour y mener un projet de recherche.

Vu la directive européenne 2005/71 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique,

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

Vu l'arrêté royal contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche,

L'organisme désigné ci-après :

Nom (en capitales) :

Numéro d'entreprise (le cas échéant) :

Adresse :

.....

Responsable :

Nom :

Qualité (recteur, directeur, président, etc.) :

Certifie qu'il accueille en qualité de chercheur :

Nom (M, Mme, Mlle) :

Prénom(s) :

Date de naissance : Lieu :

Nationalité :

Domicile actuel :

.....

Passeport numéro.....

Qualité :

Diplôme :

Organisme employeur ou établissement d'enseignement supérieur fréquenté (avant le séjour en Belgique) :

Pour le projet suivant :

Titre du projet de recherche :

.....

.....

Responsable de projet (promoteur) :

Lieu d'exécution :

Adresse :

.....

Selon les modalités d'accueil suivantes :

Nature de la relation juridique :

Ressources mensuelles (montant brut) :

Type de ressource : O salaire O bourse O autre (préciser) :

Organisme qui finance le chercheur :

Durée : du au

Et certifie en outre que la personne désignée ci-dessus justifie des ressources requises pour couvrir ses frais de séjour et assurer sa couverture sociale et son retour dans son pays d'origine.

Fait en double exemplaire à, le

Signature du responsable de l'organisme d'accueil.

Pour accord,
Signature du chercheur

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 juin 2007 contenant les conditions d'agrément des organismes de recherche qui souhaitent conclure, dans le cadre de projets de recherche, des conventions d'accueils avec des chercheurs de pays hors Union européenne et fixant les conditions auxquelles de telles conventions d'accueil peuvent être conclues.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

Le Ministre de la Politique scientifique,

M. VERWILGHEN

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 8 juni 2007 houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten

AANVRAAG TOT ERKENNING

Het onderzoeksorgaan hierna vraagt te worden erkend door de Belgische Staat om gastovereenkomsten te kunnen afsluiten met buitenlandse onderzoekers uit niet-EU-landen, teneinde een onderzoeksproject uit te voeren in België.

1. GEGEVENS VAN DE VRAGENDE INSTELLING

Naam van de instelling / onderneming :

Rechtsvorm

Naam van de bestuurder :

Adres :

Postcode : Plaats :

Tel. :

Fax :

E-mail :

Webstek :

Btw-nummer :

Persoon belast met het dossier :

Naam :

Functie :

Telefoon :

E-mail :

2. BEWIJS VAN WETENSCHAPPELIJKE ACTIVITEIT

Maatschappelijk doel en/of wettelijke opdracht :

.....

.....

.....

.....

Onderzoeksactiviteiten :

De onderzoeksinstelling heeft, in het kader van de Permanente inventaris van het Belgische wetenschappelijk potentieel dat door het Federaal Wetenschapsbeleid wordt bijgehouden, al het bewijs geleverd van haar onderzoek- en ontwikkelingsactiviteiten.

De onderzoeksinstelling is NIET opgenomen in de Permanente inventaris van het Belgische wetenschappelijk potentieel dat door het Federaal Wetenschapsbeleid wordt bijgehouden, waartoe het zo nodig het bewijs van haar onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten levert. Daartoe voegt de onderzoeksinstelling bij deze aanvraag elk relevant document, met name :

het laatste jaarverslag;

documenten die haar onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten bewijzen (octrooien, licenties, budgetten, onderzoekspersoneel...);

andere (nader toe te lichten

De Staat behoudt zich het recht voor extra informatie en/of bewijzen op te eisen om de erkenningsaanvraag te vervolledigen.

3. GEVOLGEN VAN DE ERKENNING

3.1 Gastovereenkomsten

Een erkende onderzoeksinstelling die een onderzoeker wenst te ontvangen om een onderzoeksproject uit te voeren, tekent met hem een gastovereenkomst. Door deze overeenkomst verbindt de onderzoeker er zich toe het onderzoeksproject tot een goed einde te brengen, terwijl de onderzoeksinstelling zich ertoe verbindt de onderzoeker daartoe te ontvangen.

Op grond van die gastovereenkomst kan de onderzoeker een aanvraag tot machtiging tot een verblijf van meer dan drie maanden indienen bij de Belgische diplomatieke en consulaire post in het land waar hij zijn verblijfplaats heeft of op zijn plaats van ophoud in het buitenland, voor zover hij de documenten voorlegt vastgelegd bij de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals tot op heden gewijzigd, en de betrokkene zich niet in een van de gevallen bevindt waarin is voorzien in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8° van die wet.

3.2 Verantwoordelijkheden van de onderzoeksinstelling

De onderzoeksinstelling die met een onderzoeker een gastovereenkomst tekent, verbindt er zich toe de onderzoeker daartoe te ontvangen en gaat na of de voorwaarden worden vervuld die zijn vastgelegd in artikel 9 van het koninklijk besluit houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten.

Ingeval de onderzoeker illegaal op het grondgebied van het Koninkrijk verblijft, moet de onderzoeksinstelling bovendien de kosten terugbetalen verbonden aan zijn verblijf of zijn terugkeer en die met overheidsmiddelen werden betaald (artikel 4 van het koninklijk besluit houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten).

De tenlasteneming gaat in, ter herinnering, op de datum van ondertekening van de gastovereenkomst en loopt af zes maanden na het einde ervan, of vanaf de kennisgeving van weigering van toegang tot het grondgebied.

3.3 Duur

In geval van aanvraag door het Federaal Wetenschapsbeleid wordt de erkenning verleend voor een periode van 5 jaar (artikel 5 van het koninklijk besluit houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten).

3.4 Publicatie

De lijst van de door het Federaal Wetenschapsbeleid erkende onderzoeksinstituten wordt gepubliceerd op de webstek www.belspo.be en kan worden gepubliceerd op de webstek van de Europese Unie.

4. VERBINTENIS

De ondergetekende,.....,
handelend in de hoedanigheid van.....
binnen bovenvermelde onderzoeksinstituten,

- Verklaart op eer dat deze verklaring en de bijgevoegde documenten waar en oprecht zijn.
- Zegt kennis te hebben genomen van de voorwaarden waarmee hij instemt

Opgemaakt te..... op...../...../.....

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het Ons besluit van 8 juni 2007 houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstituten die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 8 juni 2007 houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstituten die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten.

Gastovereenkomst

Met het oog op de machtiging tot een verblijf van meer dan drie maanden in België van een buitenlander van buiten de Europese Unie, uitgenodigd in de hoedanigheid van onderzoeker door een erkende onderzoeksinstituut (ref.xxx) om er een onderzoeksproject uit te voeren,

Gezien de Europese richtlijn 2005/71 betreffende een specifieke procedure voor de toelating van onderdanen van derde landen met het oog op wetenschappelijk onderzoek,

Gezien de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,

Gezien het koninklijk besluit xxx,

De hierna vermelde instelling :

Naam (in hoofdletters)

Ondernemingsnummer (in voorkomend geval) :.....

Adres :

Hoofd van de instelling :

Naam :

Hoedanigheid (rector, directeur, voorzitter, enz.) :

Verklaart dat zij als onderzoeker ontvangt :

Naam (dhr., mevr., mej.) :

Voorna(a)m(en) :

Geboortedatum :Geboorteplaats :

Nationaliteit :

Huidige woonplaats :

.....

Paspoortnummer.....

Hoedanigheid :

Diploma :

Tewerkstellende instelling of bezochte instelling van hoger onderwijs (vóór het verblijf in België).....

Voor het volgende project :

Titel van het onderzoeksproject :

.....

.....

Projectleider (promotor) :

Uitvoeringsplaats :

Adres :

.....

Volgens de volgende opvangregeling :

Aard van de juridische relatie :

Maandinkomen (brutobedrag) :

Type van inkomen : salaris beurs andere (preciseren) :

Instelling die de onderzoeker financiert :

Duur : van tot

En verklaart bovendien dat de hierboven vermelde persoon over de vereiste middelen beschikt om zijn verblijfkosten te dekken en zijn sociale dekking en zijn terugkeer naar zijn land van herkomst te bekostigen.

Gedaan in tweevoud te....., op

Handtekening van het hoofd van de gastinstelling.

Voor akkoord

Handtekening van de onderzoeker

Gezien om te worden gevoegd bij het Ons besluit van 8 juni 2007 houdende de voorwaarden voor erkenning van de onderzoeksinstellingen die in het kader van onderzoeksprojecten gastovereenkomsten met onderzoekers uit niet-EU-landen willen afsluiten en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke gastovereenkomsten kunnen worden afgesloten

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

De Minister van Wetenschapsbeleid,

M. VERWILGHEN